

Politique agricole: après des années d'immobilisme, des mesures d'ouverture doivent être introduites

Le Conseil fédéral a décidé de s'atteler à l'ouverture des marchés agricoles helvétiques, un sujet sensible, et c'est une très bonne nouvelle. En effet, il ne s'est pas passé grand-chose depuis l'ouverture du marché fromager et d'autres mesures d'ouverture nécessaires ont été reportées.

Faire du surplace est périlleux pour l'industrie d'exportation helvétique, néfaste pour les consommateurs et consommatrices et, enfin, contraire aux intérêts à long terme de l'agriculture suisse.

L'industrie d'exportation helvétique a besoin de l'accès aux marchés étrangers, c'est une question de vie ou de mort. Après l'enlisement du cycle de Doha (OMC), l'accès aux marchés ne peut être assuré que par des accords de libre-échange bilatéraux. Cet enlisement n'empêche pas certains pays de réclamer, à raison, un meilleur accès à notre marché agricole, en contrepartie de l'ouverture de leurs marchés. Des mesures d'ouverture du secteur agricole deviennent ainsi nécessaires si nous souhaitons maintenir en Suisse les emplois à forte création de valeur de l'industrie exportatrice.

Le tourisme d'achat est dopé par les prix élevés des denrées alimentaires en Suisse. L'ouverture des marchés agricoles helvétiques ferait baisser les prix, ce qui réduirait l'incitation à effectuer des achats hors de Suisse et serait bénéfique pour les consommateurs. De plus, l'industrie agroalimentaire pourrait produire dans des conditions compétitives à l'échelle internationale.

Enfin, à long terme, l'isolement a un effet boomerang pour l'agriculture. L'expérience a montré, premièrement, que des adaptations surviennent également quand on tente de préserver les structures, seulement plus tard et généralement de façon plus radicale. Deuxièmement, on laisse passer une occasion d'ouvrir le marché à l'international et d'occuper des niches à forte création de valeur.

Bref, il est urgent de s'atteler résolument à l'ouverture des marchés agricoles.

Économie de marché libérale et durable



Les bonnes idées peuvent s'imposer en Suisse, l'offre de biens et services est vaste. L'État a l'importante responsabilité de promouvoir la concurrence, aussi hors de nos frontières.